



FNAUT

transport
consommation
environnement

32 rue Raymond Losserand 75014 Paris
01 43 35 02 83 - contact@fnaut.fr

La gratuité des transports : une fausse bonne idée

Les agglomérations de Niort et Dunkerque ont décidé d'instaurer la gratuité de leurs transports urbains. Les avantages de cette disposition sont évidents à court terme. Cependant la FNAUT considère qu'il s'agit d'une fausse bonne idée qui finira par desservir les intérêts des usagers et de la collectivité.

Une mesure inutile

- La gratuité pour tous les usagers n'est pas nécessaire pour assurer le droit au transport des ménages précaires. Une tarification solidaire, indexée sur le quotient familial, peut être adaptée aux moyens financiers de chaque usager. Elle peut impliquer la gratuité pour les personnes sans ressources.
- Cette mesure n'est pas suffisante pour attirer massivement les automobilistes. En moyenne, ces derniers dépensent trois fois plus en utilisant une voiture plutôt qu'un transport public. Ce n'est donc pas la gratuité qui peut les inciter à changer de comportement, mais une amélioration de l'offre généralement médiocre (vitesse, fréquence, confort).

Une mesure dangereuse

- En se privant des recettes des usagers solvables alors que les besoins de transport public augmentent et que les moyens financiers des collectivités locales diminuent de manière inquiétante, l'autorité organisatrice des transports se prive des ressources nécessaires pour corriger un sous-investissement chronique (aménagement de voirie, sites propres, matériel roulant moderne...) et renforcer l'offre et sa fiabilité, ce que réclament les usagers en priorité.
- C'est en raison de son coût excessif que de grandes villes (Hasselt en Belgique, Castellon de la Plana en Espagne, Bologne en Italie) ont abandonné la gratuité au bout de quelques années pour concentrer leurs efforts financiers sur l'investissement et l'amélioration de l'offre.
- La gratuité est souvent financée par une augmentation du versement-transport (VT) des entreprises, qui sont pénalisées. Mais si le transport n'est plus financé, même partiellement, par les usagers, les entreprises, soumises à des charges élevées, seront incitées à réclamer la disparition du VT, qui constitue une ressource essentielle des autorités organisatrices. que les moyens financiers des collectivités locales diminuent de manière inquiétante.

Une mesure trompeuse

- On peut mieux remplir les bus autrement qu'en instaurant la gratuité : en limitant l'espace urbain accessible en voiture, en particulier le stationnement, ou encore en introduisant un péage urbain selon l'exemple de villes européennes en nombre croissant.
- La gratuité détourne l'attention du problème de fond : la place excessive de la voiture dans l'espace public en milieu urbain dense. Dans la plupart des villes qui, en France, ont instauré la gratuité des transports publics, on constate d'ailleurs que le trafic automobile n'est pas découragé et que le partage de la voirie reste défavorable aux transports publics, aux piétons et aux cyclistes.
- En définitive, les usagers des transports, les citoyens qui souffrent des nuisances et de l'insécurité engendrées par le trafic automobile, et les contribuables attendent de leurs élus non pas des solutions de facilité mais le courage politique nécessaire pour maîtriser l'automobile en ville.